

La Côte d'Ivoire peine à installer la démocratie



Bingu wa Muthaika, président de l'Union Africaine rencontre Laurent Gbagbo.
Photo: Abidjan.net

Après les élections présidentielles de 2010, le pays est divisé entre pro Gbagbo et pro Ouattara. Entre partition et chaos, l'avenir des Ivoiriens s'annonce très incertain.

Depuis les élections du 28 novembre dernier, la situation en Côte d'Ivoire défraie la chronique. Les medias du monde entier se font l'écho de la crise qui frappe ce pays depuis la victoire dans les urnes d'Alassane Ouattara. Une victoire contestée par le président sortant, Laurent Gbagbo, qui s'autoproclame vainqueur. Comment a-t-on pu en arriver là dans un pays qui, hier encore, était perçu comme la vitrine de l'Afrique de l'Ouest ? Il faut savoir que la Côte d'Ivoire a connu le régime du parti unique depuis les années 60 jusqu'en 1990 qui voit la naissance du multipartisme. Le parti le plus influent sera le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo. Ce dernier, après une lutte acharnée contre ses adversaires politiques une décennie durant, accède à la magistrature suprême en 2000. Il promet monts et merveilles au peuple

ivoirien.

Laurent Gbagbo et l'esprit nationaliste

Très futé, Laurent Gbagbo met la jeunesse de son côté et installe un pouvoir aux relents dictatoriaux. Il commence par endoctriner la population en distillant un esprit nationaliste. Sa cible sera l'Occident et principalement la France, qu'il traite d'impérialiste. Il réussit à inculquer cette vision du monde dans l'esprit d'une partie des ivoiriens et surtout dans les milieux estudiantins. En 2002, commence la rébellion armée qui aura des conséquences désastreuses, aussi bien pour la Côte d'Ivoire que pour le Mali, le Burkina, le Ghana et la Guinée qui sont les pays frontaliers. La population ivoirienne, lassée de vivre au quotidien le calvaire de la guerre, appellera de tous ses vœux le retour de la paix. Une paix qui ne sera possible que par l'expression de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire l'organisation d'élections transparentes. C'est ainsi, après maints reports, qu'ont enfin lieu les élections, qui verront s'affronter deux candidats, en la personne de Laurent Gbagbo du FPI et d'Alassane Ouattara du Rassemblement Démocratique Républicain (RDR), opposés lors du deuxième tour, le 28 novembre 2010.

La confiscation du pouvoir et le peuple pris en otage

Il faut rappeler ici que, pour éviter tout dérapage et toute contestation de résultat, le pays, en collaboration avec la Communauté internationale, s'est doté de tous les moyens nécessaires pour aboutir à des élections irréprochables. Après trois jours de dépouillement, les résultats donnent Alassane Ouattara en tête. Les Ivoiriens ont enfin un président de la République et se réjouissent de pouvoir profiter d'une paix retrouvée. Mais que constate-on dans le camp de Laurent Gbagbo ? Après dix années de gestion calamiteuse des affaires de la nation, le candidat déchu n'entend remettre sa place à personne d'autre, encore moins à Laurent Ouattara, auquel il conteste la victoire. Voilà le peuple ivoirien à nouveau pris en otage. L'espoir de réunification d'une nation longtemps divisée s'effondre. Toutes les tentatives de médiation se soldent par un échec. La partition de la Côte d'Ivoire est plus que jamais une éventualité préoccupante avec, au nord, les pro Ouattara et, au sud, les pro Gbagbo.

Le pays est devenu l'arène de sanglants affrontements quotidiens entre les partisans des deux leaders, à quoi s'ajoutent encore les répressions abusives de la part des forces de l'ordre.

Eviter de faire couler le sang

Faisant fi des accords et des engagements préalables pris auprès des Ivoiriens et des membres de la Commission Electorale Indépendante (CEI) au cours du processus électoral, Laurent Gbagbo s'accroche au pouvoir coûte que coûte en prétendant respecter la légalité constitutionnelle. Une question reste sans réponse : Pourquoi Laurent Gbagbo a-t-il accepté la certification des résultats du premier tour faite par les représentants de la Communauté internationale et conteste-t-il celle faite par eux au deuxième tour ? Il continue de vouloir faire vibrer la corde patriotique, en jetant l'anathème sur la France, les soldats de l'ONUCI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire) et les représentants de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Pour le ramener à la raison, plusieurs solutions se présentent dont celle militaire, mais avec le risque de faire couler le sang. Si on considère les conséquences tragiques de l'intervention américaine en Irak et en Afghanistan, on comprend que cette option ne serait pas la bienvenue pour ce petit pays d'Afrique de l'Ouest.

L'inaction coupable du peuple ivoirien

Aussi, ce qui étonne, c'est le mutisme des Ivoiriens. Aujourd'hui les peuples africains en général et celui de Côte d'Ivoire en particulier feraient bien de s'inspirer de l'exemple tunisien. Voilà un peuple qui a subi les dictats d'un chef d'état durant vingt trois ans et dont le soulèvement à partir d'une petite localité a provoqué la libération. Les Ivoiriens se souviennent comme si c'était hier, qu'en 2000, le général Guéi Robert s'était autoproclamé président de la république au lendemain des élections. Une marée humaine s'était alors rassemblée dans les rues d'Abidjan pour lui arracher le pouvoir qui revenait de droit à Laurent Gbagbo. Aujourd'hui, cependant, on ne ressent pas de vigueur dans les réactions du peuple, que ce soit dans le nord où il semble acquis à la cause d'Alassane Ouattara ou dans le sud. C'est pourtant au peuple qu'il appartient d'aller chercher le pouvoir là où il se trouve et non à

quelqu'un d'autre de le faire à sa place. Actuellement, les divisions ethniques sont le résultat des discours discriminatoires des politiques dont la devise pourrait être : diviser pour régner. Or, aucune nation ne peut se construire sur cette base. Un état moderne est un état dont l'appareil gouvernemental repose sur l'alternance démocratique. Il est donc impérieux que le peuple ivoirien impose ses choix à ses gouvernants pour recouvrer enfin la stabilité et une paix durable.

Clément AKE

Membre de la rédaction lausannoise de Voix d'Exils